



En Partenariat avec l'ambassade du Portugal en France dans le cadre de la présidence portugaise de l'UE

Chères amies, chers amis,

Nous sommes très heureux de vous retrouver au rythme de EuropeInfoHebdo.

Nous vous prions de trouver dans cette newsletter un panorama synthétique et analytique des développements politiques dans trois domaines de l'actualité européenne que nous suivons tout particulièrement : l'état de l'Etat de droit, le Green Deal et les évolutions géopolitiques.

Bonne lecture !

Elise Bernard
Edouard Gaudot
Avec la précieuse assistance de Raphaël Cario, Nericia Nzingoula et Nathanael Strehaiano
Pour EuropaNova Academia

Inscrivez-vous à notre analyse hebdomadaire

Notre analyse de la nouvelle présidence portugaise par
C-M Alves



L'état de l'État de droit

Le ministre français des Affaires européennes, **Clément Beaune**, [a déclaré](#) que les autorités polonaises ne sont pas favorables à ce qu'il accède aux dites zones "sans LGBT" (LGBT-free), lors d'une visite officielle dans le pays entamée lundi.

- Depuis 2019, **une centaine de municipalités à travers la Pologne ont signé des résolutions se déclarant « libres de toute idéologie LGBT »**. Même si elles restent déclaratives et sans actions légales contre leurs résidents homosexuels, ces zones témoignent de l'hostilité aux minorités sexuelles et suscitent de vives inquiétudes d'une dérive de la Pologne vers un régime discriminatoire.
- Le ministre a cependant [déclaré](#) maintenir sa visite en Pologne « **parce qu'un autre sujet - tout aussi important à mes yeux - a émergé : celui du droit des femmes à l'avortement.** »
- En effet, cet « accrochage diplomatique » s'inscrit dans un contexte plus large de recul des droits fondamentaux en Pologne, **en particulier le droit des femmes à disposer de leur corps** : (cf. [EIH](#) du 3 octobre 2020 à propos de la décision tribunal constitutionnel, entièrement recomposé par le gouvernement depuis l'arrivée au pouvoir du PiS, en 2015, sur l'inconstitutionnalité de l'IVG décidée pour cause de malformation du fœtus.)

Tous les Etats membres, de l'Union Européenne à l'exception de Malte, autorisent (à des degrés différents) l'interruption volontaire de grossesse.



LA SITUATION EN POLOGNE :

98%

des IVG sont découragées ou interdites.

Près de 200 000

avortements clandestins par an, avec tous les risques qu'ils comportent pour la santé et la vie des femmes.

La Pologne restreint considérablement l'accès à l'IVG, via une succession de décisions de justice allant dans ce sens.

Par exemple, l'affaire *P. et S. contre Pologne* devant la Cour européenne des droits de l'Homme fait des difficultés extrêmes rencontrées par une mineure victime de viol pour avoir accès à l'IVG.

LE MONDE / CEDH

INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE : OÙ EN EST L'EUROPE ?

IVG en Europe, en 2021

#ellesfontbougerleurope

EUROPANOVA.EU

TOUTE L'EUROPE

- L'eurodéputée verte allemande **Terry Reintke, co-présidente de l'intergroupe LGBTIQ du Parlement européen, a appelé à des "limitations fortes" afin que les fonds européens ne puissent être dépensés que pour des projets respectant des valeurs fondamentales telles que l'égalité.**
 - "Nous avons vu des cas dans le passé où, au lieu d'utiliser les fonds européens pour promouvoir l'égalité et les valeurs fondamentales, c'est le contraire qui s'est produit", a déclaré Mme Reintke lors d'un webinaire où elle a présenté une résolution du Parlement visant à déclarer l'UE un espace de liberté pour les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, intersexes et queer (LGBTIQ).
 - **En août dernier, la Commission européenne avait rejeté les demandes de subvention de six villes polonaises en raison de déclarations anti-LGBT+.** Le Parlement européen doit se prononcer ce 11 mars sur cette [résolution](#) déclarant l'UE "zone de liberté LGBT+".

LES LUMIÈRES DE BERNARD STIRN

EuropaNova
★ Academia

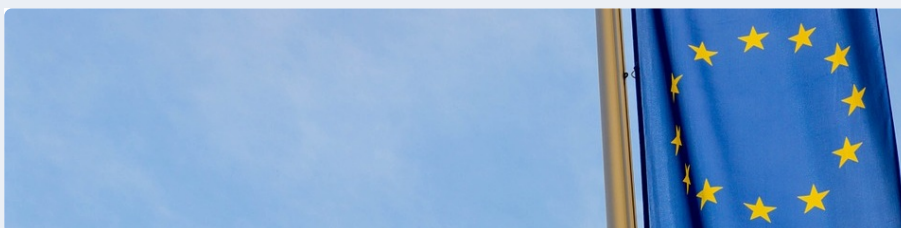
L'Etat de droit en Europe

Les mesures nécessaires à la lutte contre l'épidémie ne doivent pas restreindre les libertés au-delà de ce qu'exigent les impératifs de santé publique.

Bernard Stirn

Président de section au Conseil d'Etat

Les lumières de Bernard Stirn sur les mécanismes de garantie des droits fondamentaux en Europe



Europe Géopolitique

Les vaccins deviennent de plus en plus des enjeux géopolitiques (EIH du 25 février 2021). Or, entre solidarité collective, négociations scrupuleuses et prudence quant à la mise sur le marché, la stratégie vaccinale de l'UE est particulièrement lente, surtout par comparaison au voisin britannique, ou à d'autres concurrents internationaux. **Ce n'est donc pas anodin que le vaccin russe Sputnik V puisse être produit en Europe**, pour la première fois, après la signature d'un accord commercial en vue de sa fabrication en Italie par le fonds souverain RDIF basé à Moscou et la société pharmaceutique suisse Adienne.

- **Il s'agit là du dernier signe montrant que certaines entreprises de l'UE ne sont pas disposées à attendre que le régulateur de l'UE** - l'Agence européenne des médicaments (EMA) - donne son approbation à Sputnik V avant de faire avancer leurs propres projets.
- **Jusqu'à présent, deux pays de l'UE, la Hongrie et la Slovaquie, sont allés de l'avant avec leur propre plan de vaccination en commandant des doses du vaccin russe.** La Hongrie l'utilise déjà alors que la Slovaquie vient de recevoir ses premières doses.
- Jeudi dernier, l'EMA **a entamé** un examen continu du vaccin russe Sputnik V, première étape vers l'approbation de ce vaccin dans toute l'UE. Et un haut responsable de l'EMA a exhorté les membres de l'Union à s'abstenir d'approuver Sputnik V au niveau national alors que l'agence était encore en train de l'examiner.
- Interrogé sur les implications géopolitiques de l'approbation du vaccin, un porte-parole de la Commission a souligné que l'EMA entreprend des analyses uniquement sur "la sécurité et l'efficacité d'un vaccin" ; **"La géopolitique n'a rien à voir avec le fait que l'EMA considère ou non un vaccin comme sûr et efficace", ont-ils déclaré.**
- Plusieurs États membres semblent vouloir prendre leur indépendance vis-à-vis de la Commission dans leurs plans vaccinaux, également à long terme.
- **Les dirigeants d'Israël, de l'Autriche et du Danemark ont annoncé, le 4 mars à Jérusalem, une alliance pour le développement et la production de vaccins contre le coronavirus de la future génération**, un accord qui a déjà suscité des critiques en Europe. Le chancelier autrichien Sebastian Kurz avait déclaré que l'EMA était "trop lente à approuver les vaccins", ce qui rendait le bloc vulnérable.
- Néanmoins, Thierry Breton commissaire européen chargé du marché intérieur, apparaissant désormais comme le visage public de la politique vaccinale en Europe, ne **s'inquiète pas** de voir les États membres se tourner vers d'autres pays pour se procurer des doses. Si les pays veulent acheter le vaccin russe Sputnik V ou le vaccin chinois Sinopharm, "it's fine".

La Chine prendra des mesures en vue de ratifier les règles de l'Organisation internationale du travail (OIT) contre le travail forcé, a déclaré dimanche le ministre chinois des affaires étrangères, Wang Yi, sans toutefois présenter un plan d'action immédiat comme l'ont demandé certains eurodéputés.

- La question du travail forcé est devenue un point de friction majeur pour le Parlement européen, qui s'apprête à examiner en détail le pacte d'investissement UE-Chine.
- Les détracteurs de cet accord, conclu en décembre 2020, estiment qu'il ne répond pas aux préoccupations relatives aux conditions de travail des ouïghours dans la région chinoise du Xinjiang.
- **De plus, l'Union européenne a averti la Chine qu'elle pourrait prendre des "mesures supplémentaires" en réponse à la décision de Pékin de s'accorder un droit de veto sur la sélection des législateurs de Hong-Kong** : plus tôt dans la journée de vendredi, le gouvernement chinois avait introduit une législation permettant au gouvernement communiste de contrôler tous les candidats aux élections à Hong-Kong, dernière mesure en date visant à éliminer la dissidence et à garantir un gouvernement "patriotique" dans la ville.
- La pression s'accroît sur la Chine face à ses activités proactives en Europe, notamment à l'Est.
 - **Comme nous le mentionnions, la Roumanie a récemment évincé les entreprises chinoises de secteurs clés tels que l'énergie nucléaire et les télécommunications**, et a également signalé diplomatiquement, le mois dernier, sa désapprobation au dirigeant chinois Xi Jinping en refusant d'envoyer son président à un sommet historique, **comme les baltes**, malgré les pressions diplomatiques persistantes de Pékin.
 - **Le groupe de centre-droit du parlement européen, le PPE, s'apprête à adopter une ligne politique plus dure à l'égard**

de la Chine, notamment en se positionnant en faveur d'un traité d'investissement avec Taïwan et une interdiction totale des biens "produits dans les camps de rééducation" du Xinjinang. Cependant, le document du PPE maintient un soutien prudent à l'accord d'investissement UE-Chine.

Changer les relations Chine-Europe Entretien avec Andre Gattolin

La Commission européenne est favorable à l'idée de proposer un plan d'intégration plus ambitieux aux trois partenaires orientaux que sont la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine, [a déclaré](#) un fonctionnaire européen à Euractiv.

- Les appels en faveur d'une politique plus ambitieuse à l'Est avec ces trois pays, qui ont tous signé des accords d'association avec l'UE et ambitionnent de rejoindre un jour l'Union, ont été repris depuis longtemps par le Parlement européen.
- Il semble que les pays de l'UE soient de plus en plus soucieux d'approfondir les liens avec les trois alliés orientaux, sous l'effet de la crise politique en Géorgie, de la poursuite des manifestations antigouvernementales au Belarus, des retombées de la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et des relations glaciales entre Moscou et Bruxelles. La tournée du président du Conseil européen, Charles Michel ([EIH du 4 mars](#)) s'inscrit dans cette tendance.

Conversation européenne #19: 'L'Europe face au défi chinois' avec Alice Ekman, Mathieu Duchâtel et Edouard Gaudot



Green Deal

Retournement spectaculaire du PPE. Le Parlement européen devait voter, mercredi 10 mars, en plénière, [le rapport](#) de Yannick Jadot (Verts-ALE) en faveur d'« un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, compatible avec l'OMC » c'est à dire une taxe carbone européenne sur les importations de biens polluants. Ce rapport vise à influencer la proposition très attendue de la Commission européenne sur cette politique, prévue pour le mois de juin. Cependant, la large majorité, obtenue en commission Environnement (Envi), est bien plus compliquée à réunir en plénière. Au dernier moment, le PPE a déposé un amendement affaiblissant considérablement et revenant sur les compromis obtenus en commission parlementaire.

- **En fixant un prix sur les émissions carbone des biens importés, Bruxelles espère protéger l'industrie européenne contre les concurrents des pays dont les politiques climatiques sont plus laxistes**, et éviter que les entreprises quittent l'Europe pour éviter les coûts du CO2 - ce que l'on appelle la "fuite de carbone".
- Le point sensible est le marché européen du carbone et le positionnement du rapport à ce sujet. L'UE accorde actuellement à l'industrie des permis de CO2 gratuits pour se conformer au marché du carbone, permettant aux entreprises d'émettre une certaine quantité gratuitement.
- **Le rapport du Parlement indique que lorsque la taxe carbone à la frontière sera appliquée à un secteur, les permis gratuits de ce secteur devront être supprimés progressivement, afin de mettre les entreprises européennes et étrangères sur un pied d'égalité.** Cela permettrait "d'éviter une double protection des installations de l'UE", selon le rapport. C'est ce compromis qui a été remis en cause par l'amendement déposé au dernier moment.
- [Une enquête](#), publiée mercredi par la Fondation Konrad Adenauer, analyse les perceptions de la taxe carbone prévue par l'UE dans huit pays asiatiques (Australie, Chine, Inde, Indonésie, Japon, Singapour, Corée du Sud et Thaïlande) : elle est largement perçue comme une mesure protectionniste et unilatérale.
 - **"La Chine s'opposera probablement au CBAM de l'UE et il est possible que le mécanisme déclenche un conflit commercial", indique l'enquête.**
 - L'Inde, pour sa part, "perçoit fortement le CBAM de l'UE comme

étant protectionniste, discriminatoire envers les pays en développement et contraire aux lois et accords internationaux", ajoute-t-elle.

- Pour éviter que l'UE ne se heurte à une forte résistance à l'introduction de l'EU CBAM, les experts interrogés recommandent une période de dialogue prolongée et approfondie entre l'UE et les pays qui seront concernés par le mécanisme.
- Pour éviter que le CBAM de l'UE ne soit considéré comme protectionniste, **les experts estiment que l'UE devrait utiliser les revenus générés pour aider les pays en développement à progresser dans leur décarbonisation et pour les aider à poursuivre leurs efforts dans le domaine.**
- Ils notent que l'objectif devrait être d'amener la tarification du carbone de ces pays à un niveau équivalent à celui de l'UE, auquel cas leurs marchandises ne devraient plus être taxées.

Retrouvez notre étude sur le mécanisme carbone au frontière

Cette dimension internationale du Green Deal force aussi une redéfinition de la politique commerciale européenne. Malgré son optimisme sur l'accord commercial avec le Mercosur, la présidence portugaise de l'UE se heurte à la réticence de certains États membres, prompts à utiliser l'argument du climat pour freiner des accords de commerce perçus comme des menaces sur l'emploi, l'environnement et le modèle agricole. Ainsi, le vice-chancelier autrichien Werner Kogler a, cette semaine, [fait part](#) de sa défiance envers le projet d'accord.

- **L'accord commercial UE/Mercosur est un point important de la présidence portugaise**, qui semble faire tout son possible pour parvenir à sa conclusion. Le ministre portugais des affaires étrangères [affirmait ainsi](#) à l'issue d'une réunion des ministres du commerce, le 2 mars, qu'il était « engagé pour avancer vers la finalisation de l'accord avec le Mercosur.
- Le traité pose question à la fois sur le plan agricole et sur le plan environnemental. En août 2019, **Emmanuel Macron avait ainsi déclaré « s'opposer à l'accord en l'état », du fait de la déforestation menée par Jair Bolsonaro. Angela Merkel disait, quant à elle, entretenir « de sérieux doutes »**
- **Par ailleurs, le vice-chancelier autrichien s'inquiète d'un manque de transparence dans les méthodes de la présidence portugaise.** Il appelle à éviter « toute manœuvre » qui permettrait de faciliter juridiquement l'acceptation du traité, comme l'ajout d'un protocole ou sa scission en plusieurs textes aux modalités d'adoption différentes.

La Commission a publié [ses normes](#) pour les futurs rapports de durabilité des entreprises dans le cadre de la taxonomie financière verte de l'UE. Des députés européens de tous bords menacent de s'y opposer.

- **L'approche de la Commission européenne utilise les [marqueurs de Rio](#) pour calculer le niveau de durabilité d'un projet.** Cependant, les députés européens verts, socialistes et de gauche craignent que la taxonomie actualisée n'aille pas assez loin et ne parvienne pas à stimuler les investissements dans les technologies propres.

Entretien avec Benoit Biteau qui prône une « modification du "cœur du réacteur" »

EuropaNova
64bis avenue de New York
75016 PARIS
contact@europanova.eu



Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous avez reçu cet email car vous êtes inscrit sur EuropaNova.

[Se désinscrire](#)



